



**PRÉFET  
DE LA GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cayenne, le 02 juillet 2024

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Direction de l'Aménagement des Territoires  
et de la Transition Écologique

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARA (Kourou)**

ZI de Dégrad des Cannes  
BP 10227  
97300 Cayenne

Références : ATTE/PRIE/PRA/CC/2024/247  
Code AIOT : 0006900074

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement SARA (Kourou) implanté ZI de Pariacabo 97310 Kourou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans un contexte où l'exploitant est sous le coup d'une astreinte administrative sur la conformité de la gestion des effluents. L'inspection des installations classées s'attache donc à bien suivre l'engagement de la SARA sur la réalisation dans l'année de ces travaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARA (Kourou)
- ZI de Pariacabo 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt SARA de Kourou stocke 12 000 m<sup>3</sup> de gazoil et 4 000 m<sup>3</sup> d'essence destinés à l'approvisionnement en carburant du territoire guyanais.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection s'est déroulée dans une ambiance cordiale et constructive, l'exploitant s'efforçant d'apporter en séance l'ensemble des éléments justificatifs.

Néanmoins, un ensemble de documents ont été demandés en séance et 15 jours après l'inspection, la SARA n'a pas communiqué ceux-ci, ne permettant pas de lever toutes ambiguïtés sur les points de contrôle abordés lors de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	réseau de collecte des effluents	AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1	Avec suites, Astreinte journalière	Visite d'inspection pour la fin de chantier	6 mois
4	Rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Émissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Émissions de COV résultant du stockage de l'essence	Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Émissions de COV résultant du stockage de l'essence	Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	MMR	Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Émissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44	/	Sans objet
7	Émissions de composés organiques volatils (COV)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48	/	Sans objet
8	Émissions de COV résultant du stockage de l'essence	Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article 7	/	Sans objet
10	Émissions de COV résultant du stockage de l'essence	Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Émissions de COV résultant du stockage de l'essence	Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.4	/	Sans objet
13	Étude de dangers	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constatations faites lors de cette inspection sont détaillées dans les points de contrôle ci-après, mais il ressort que :

- sur les questions des composés organiques volatils, l'exploitant maîtrise correctement son sujet et est capable d'apporter les éléments de justification du respect aux prescriptions idoines. Néanmoins l'inspection regrette qu'un dossier spécifique sur le sujet ne soit pas constitué;
- les vérifications foudre semblent à jour mais l'inspection tient à disposer des derniers rapports pour vérifier que les non-conformités relevées en 2023 sont levées ou tout du moins les travaux engagés;
- les travaux de mise en conformité sur la ségrégation des eaux susceptibles d'être polluées vont être lancés mais le retard est important et l'inspection souligne l'importance de solder ce sujet, et l'astreinte associée, pour la fin de l'année 2024;
- les MMRi sont correctement suivies;
- l'étanchéité des rétentions semble pérenne mais l'inspection attend les documents justificatifs de la dernière inspection;
- l'étude de dangers est à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Vérification complète
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.
<b>Constats :</b> L'exploitant annonce qu'une vérification a été réalisée en 2023 et présente à l'inspection le rapport associé qui relève deux non conformités.  Aux dires de l'exploitant, ces non-conformités semblent levées suite à un passage en 2024 de l'organisme compétent.  Néanmoins, l'inspection des installations classées renouvelle sa demande de disposer des

rapports associés aux vérifications visuelle et complète de l'organisme compétent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection des installations classées renouvelle sa demande de disposer des rapports associés aux vérifications visuelle et complète de l'organisme compétent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : réseau de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2020, article 1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, mise en conformité du réseau de collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite qui avait été actée : Astreinte journalière</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> La [...] SARA [...] est mise en demeure de procéder [...] à l'achèvement des phases d'études et des travaux en lien avec les réseaux de collecte des effluents [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant détaille à l'inspection des jalons sur ce dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>les études techniques ont été lancées fin 2023;</li> <li>la consultation des entreprises a été initiée en mars 2024 mais une seule offre reçue (SOGEA);</li> <li>la passation de la commande est prévue début juillet 2024.</li> </ul> Le planning est partagé par l'exploitant avec l'inspection avec une réception de la tranche 1 (bassin versant nord avec la zone de stationnement camion) qui est la plus urgente. Pour le bassin versant sud, l'ouvrage est déjà existant mais doit être mis aux normes avec une détection hydrocarbure. Cette tranche 2 sera finalisée avant la fin de l'année 2024. Afin de vérifier ces échéances, une visite d'inspection sera réalisée sur la fin d'année 2024 pour solder l'astreinte administrative qui court sur cette mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Visite d'inspection avant la fin 2024

## N° 3 : MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/04/2010, article 54
<b>Thème :</b> Risques accidentels, MMR procédure de réception des travaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 03/05/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.  L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant détaille son plan de vérification des MMR. Les MMRI sont vérifiées tous les six mois. Dans le cadre de la MMRI détection de la cuvette, celle-ci fait l'objet d'un nettoyage annuel sur le regard et les cuvettes où sont installées les capteurs. Le fabricant du capteur (autochim) vient également annuellement pour tester et vérifier les

électrodes.
<p>Pour les capteurs niveau très haut sur les bacs, la mesure se fait par un capteur optique. Le fabricant de ce capteur vient tous les six mois pour tester les capteurs et les réétalonner si nécessaire.</p> <p>Sur le terrain, le capteur niveau haut et très haut a été testé sur le bac R2. L'essai a été concluant avec un retour d'alarme au PC sécurité et une différenciation sur les alarmes entre le niveau haut et le niveau très haut.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Étanchéité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10-7 mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10-8 mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;</li> <li>- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la surveillance des rétentions, la SARA précise qu'une inspection visuelle du service d'inspection raffinerie a été menée sur l'état des cuvettes de Kourou en 2023 et aucune anomalie structurelle n'a été constatée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande la communication du dernier rapport de cette inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Émissions de composés organiques volatils (COV)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Inventaire des sources d'émission de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient également les informations suivantes : volume, produit stocké, équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.
<b>Constats :</b> La SARA n'a pas de dossier spécifique sur la thématique des COV mais dispose néanmoins des éléments. Ces éléments (schémas de circulation des liquides, les équipements suivis pendant les campagnes de mesures) se trouvent dans les rapports que rédige bureau veritas (BV). Les derniers rapports présentés en séance à l'inspection datent de 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Émissions de composés organiques volatils (COV)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47	
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées pour les réservoirs correspondant aux critères du tableau suivant :	
CATÉGORIE DE LIQUIDE (pression de vapeur saturante Pv exprimée à 20 °C)	VOLUME DU RÉSERVOIR au-delà duquel les émissions sont quantifiées
Catégorie A	10 m <sup>3</sup>
Catégorie B à Pv > 25 kPa	10 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 16 kPa < Pv ≤ 25 kPa	50 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 6 kPa < Pv ≤ 16 kPa	100 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à 1,5 kPa < Pv ≤ 6 kPa	500 m <sup>3</sup>
Liquide de première catégorie à Pv ≤ 1,5 kPa	1 500 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>	
L'exploitant utilise la méthode US EPA pour les stockages et les quantifications des émissions ont été affichées en séance.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
La SARA devra fournir à l'inspection les schémas de circulation des liquides inflammables de l'installation de Kourou ainsi que le dernier rapport de bureau veritas.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours	

**N° 7 : Émissions de composés organiques volatils (COV)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48				
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Réduction				
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émissions diffuses de COV des réservoirs d'une capacité supérieure à 1 500 mètres cubes, contenant un liquide inflammable ayant une pression de vapeur saturante à 20 °C comprise entre 1,5 et 50 kilopascals et rejetant plus de 2 tonnes par an, ne dépassent pas les valeurs correspondant à celles d'un réservoir à toit fixe de référence affectées d'un facteur de réduction défini dans le tableau suivant :				
ÊTRE DU RÉSERVOIR (en m)	POURCENTAGE DE RÉDUCTION PAR RAPPORT À LA RÉFÉRENCE (avec Tr signifiant taux de rotation annuel)			
	Tr < 5	5 ≤ Tr < 10	10 ≤ Tr < 30	Tr ≥ 30
D < 15	75	77	80	90
15 ≤ D < 20	80	82	85	93
20 ≤ D < 25	85	87	90	95
25 ≤ D < 30	87	89	92	96
30 ≤ D < 40	89	91	94	97
40 ≤ D < 50	91	93	96	98
50 ≤ D < 80	92	94	97	98,5
D ≥ 80	93	95	98	99
<b>Constats :</b> Les derniers rapports de bureau véritas démontrent que l'exploitant est à moins de deux tonnes de rejets par an, il n'est donc pas soumis à cet article.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 8 : Émissions de COV résultant du stockage de l'essence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article 7
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Stockage intermédiaire de vapeur
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage intermédiaire de vapeurs est un stockage de vapeurs d'essence dans un réservoir à toit fixe d'un terminal en vue d'un transfert ultérieur vers un autre terminal aux fins en récupération. Le transfert des vapeurs d'une installation de stockage vers une autre d'un même terminal n'est pas considéré comme un stockage intermédiaire de vapeurs au sens du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les seuils de chargement d'essence étant plus bas de que le seuil réglementaire, il n'était plus pertinent de maintenir l'unité de récupération de vapeur (URV) sur le site de Kourou. Ce point a été traité par un porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Émissions de COV résultant du stockage de l'essence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Installations de chargement et de déchargement des terminaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vapeurs générées par déplacement provenant du réservoir de transport en cours de chargement sont renvoyées par un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs dans une unité de récupération des vapeurs pour une retransformation dans le terminal. La présente disposition ne s'applique pas aux véhicules-citernes à chargement par le haut aussi longtemps que ce mode de chargement est permis. Dans les terminaux de chargement d'essence dans des bateaux, une unité de brûlage des vapeurs peut remplacer une unité de récupération des vapeurs si la récupération des vapeurs est dangereuse ou techniquement impossible en raison du volume des reflux de vapeurs. Les dispositions relatives aux émissions atmosphériques provenant des unités de récupération des vapeurs s'appliquent également aux unités de brûlage des vapeurs. Lorsque le terminal a un débit inférieur à 25 000 tonnes par an, le stockage intermédiaire des vapeurs peut remplacer la récupération immédiate des vapeurs au terminal.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les valeurs pour les diffus avec une quantité de 0,169 tonnes mais n'a pas été en mesure de présenter les valeurs pour le poste de chargement (PCC).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection des installations classées demande à la SARA de lui communiquer les valeurs pour le PCC ou le rapport permettant de quantifier les vapeurs générées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Émissions de COV résultant du stockage de l'essence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphérique de l'URV
<b>Prescription contrôlée :</b> La concentration moyenne de vapeurs dans les échappements des unités de récupération des vapeurs, corrigée pour dilution lors du traitement, ne doit pas excéder 35 g/N mètres cubes pour une heure. L'exploitant doit faire en sorte que les méthodes et la fréquence des mesures et des analyses soient établies. Les mesures sont effectuées pendant une journée de travail complète (de sept heures au minimum) de débit normal. Les mesures peuvent être continues ou discontinues. Lorsqu'elles sont discontinues, il est effectué au moins quatre mesures par heure. L'erreur de mesure totale résultant de l'équipement employé, du gaz d'étalonnage et du procédé utilisé ne doit pas dépasser 10 p. 100 de la valeur mesurée. L'équipement employé doit permettre de mesurer des concentrations au moins aussi faibles que 3 g/N mètres cubes. La précision doit être de 95 p. 100 au minimum de la valeur mesurée.
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas d'URV, la prescription n'est donc pas applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Émissions de COV résultant du stockage de l'essence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.3
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Détection de fuite du réseau de récupération de vapeur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit veiller à ce que les tuyaux de raccordement et les conduites soient régulièrement vérifiés en vue de détecter des fuites éventuelles.
<b>Constats :</b> La tuyauterie est vérifiée par le service d'inspection raffinerie (interne à la SARA). Cette vérification essentiellement visuelle des installations est réalisée de manière quinquennale.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection des installations classées demande à ce que lui soit fourni le dernier rapport du SIR sur le site de Kourou.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 12 : Émissions de COV résultant du stockage de l'essence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/1995, article Annexe II.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Arrêt de chargement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit veiller à ce que les opérations de chargement soient interrompues au niveau du portique en cas de fuite de vapeur. Le dispositif nécessaire à ces opérations d'interruption est installé sur le portique.
<b>Constats :</b> Cette prescription est satisfaite et fait même l'objet d'une mesure de maîtrise de risques (MMR) au poste de chargement (PCC) de Kourou. Cette MMR avait été testée en 2023 lors de la précédente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Réexamen quinquennal
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.
<b>Constats :</b> L'étude de dangers (EDD) du site a été révisée en décembre 2022, l'exploitant est donc à jour de ces obligations sur ce point et le site n'ayant pas évolué, l'inspection ne demande pas une mise à jour de l'EDD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite